



NOTE DE TRAVAIL

TREIZIÈME CONFÉRENCE DE NAVIGATION AÉRIENNE

(Montréal, Canada, 9 – 19 octobre 2018)

COMITÉ B

Point 6.3 : Surveillance et supervision

**6.3.1 : L'évolution du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) –
Méthode de surveillance continue (CMA)**

AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DE L'USOAP

(Note présentée par l'Autriche au nom de l'Union européenne et de ses États membres¹,
par les autres États membres de la Conférence européenne de l'aviation civile²
et par EUROCONTROL)

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La présente note propose les mesures suivantes pour améliorer l'efficacité du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) compte tenu des ressources limitées de l'OACI : faire davantage recours aux partenaires de la sécurité, notamment les organisations régionales de supervision de la sécurité (RSOO), aux experts désignés, et intégrer d'autres programmes de surveillance reconnus dans l'USOAP. Elle appuie aussi les recommandations et les observations formulées par le Groupe d'experts chargé de l'examen structuré du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité – Méthode de surveillance continue (USOAP CMA) (GEUSR) et examine la nécessité de rendre les profils de risque de sécurité des États accessibles aux États et aux RSOO.

Suite à donner : La Conférence est invitée à accepter les recommandations qui figurent au paragraphe 3.

¹ Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède.

² Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Islande, L'ex-République yougoslave de Macédoine, Monaco, Monténégro, Norvège, République de Moldova, Saint-Marin, Serbie, Suisse, Turquie et Ukraine.

1. INTRODUCTION

1.1 Depuis son établissement il y a une vingtaine d'années, le Programme universel d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) de l'OACI s'est avéré l'unique outil objectif mondial de mesure des performances en matière de sécurité des systèmes de supervision des États membres de l'OACI. Il a contribué à l'amélioration de la sécurité de l'aviation dans le monde et constitue l'un des instruments d'habilitation sur lesquels le *Plan mondial pour la sécurité de l'aviation dans le monde* (Doc 10004)³ est fondé, et fournit de précieux renseignements à la communauté internationale. En particulier, l'USOAP fournit à l'État supervisé une évaluation du niveau de conformité de son système de supervision aux éléments cruciaux (EC), et un système clair d'identification des domaines d'amélioration. Bien qu'il n'ait pas été conçu comme outil d'assistance, il a contribué à l'amélioration de la mise en œuvre des éléments cruciaux de supervision de la sécurité dans le monde.

1.2 Au premier trimestre de 2018, l'OACI a audité, au moins une fois, 185 États et une organisation régionale de supervision de la sécurité (RSOO). L'introduction de la méthode de surveillance continue (CMA) en 2013 a amélioré la réactivité et la pertinence de l'USOAP. Toutefois, il ressort des informations actuellement disponibles que les résultats d'audit de 53 États remontent à plus de cinq ans⁴, et, pour environ 22 États, les résultats remontent à 2008 ou plus tôt, remettant ainsi en cause leur utilité pour une méthode surveillance continue.

1.3 La 39^e session de l'Assemblée a demandé à l'OACI de « procéder à un examen structuré afin d'identifier les ajustements nécessaires de l'USOAP CMA en vue de l'évolution et du renforcement du programme, en tenant compte de l'évolution de la stratégie de sécurité de l'OACI et du progrès des États dans la mise en œuvre de l'Annexe 19 — *Gestion de la sécurité*, en particulier des dispositions concernant le PNS ». En conséquence, le Secrétariat de l'OACI a mis en place un Groupe d'experts chargé de l'examen structuré du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité – Méthode de surveillance continue (USOAP CMA) (GEUSR). Le GEUSR a formulé des recommandations dans les domaines de compétence définis dans son mandat.

1.4 Le *Manuel du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité — Surveillance continue* (Doc 9735) décrit les processus de l'USOAP et définit ses missions. Bien qu'il fasse mention de la détermination des profils de sécurité des États, ces profils ne sont pas partagés avec tous les États et les RSOO, et leur utilisation pour l'établissement de l'ordre de priorité des activités de l'USOAP n'est pas toujours précisée.

2. ANALYSE

2.1 Afin de poursuivre la mise en œuvre efficace de l'USOAP-CMA, le programme doit continuer à fournir des évaluations robustes et réalistes du niveau réel de supervision de la sécurité dans chaque État. Pour y parvenir, l'USOAP doit être doté de ressources adéquates. Étant donné que les ressources de l'OACI (financières et humaines) pour la réalisation des activités de la CMA sont limitées, il serait sage de les utiliser dans les États dont les niveaux de mise en œuvre effective (EI)⁵ sont faibles, et présentant les niveaux de risque les plus élevés. Il faut aussi des ressources pour mieux élaborer les outils du programme et soutenir les États. Par conséquent, il est extrêmement important que des ressources adéquates soient allouées à l'USOAP dans le cadre du programme général de l'OACI.

³ En particulier, la Section 4.3.3.

⁴ <https://www.icao.int/safety/Pages/USOAP-Results.aspx>.

⁵ des éléments critiques de la supervision de la sécurité.

2.2 Partenaires et experts désignés de la sécurité

2.2.1 L'une des solutions à la question des ressources à laquelle l'OACI est confrontée consisterait à faire davantage recours aux partenaires et experts désignés de la sécurité. Un partenaire de la sécurité (bien que ce terme ne soit pas pour l'instant défini dans les documents de l'OACI)⁶ est une entité qui soutient l'OACI dans les activités de la CMA (sur la base d'un accord approprié) et utilise le personnel détaché pour la réalisation de certaines tâches de la CMA pour le compte de l'OACI.

2.2.2 Le champ des activités mises en œuvre est limité pour l'instant, et son élargissement pour la réalisation d'un éventail plus large d'activités de la CMA pourrait aider l'OACI à orienter ses propres ressources vers les États et les régions dont les besoins sont les plus urgents. Il faut aussi réfléchir à un moyen pour intégrer d'autres programmes reconnus de surveillance dans l'USOAP-CMA, ce qui améliorerait la flexibilité du programme et permettrait de disposer des informations plus à jour ; renforcerait la méthode fondée sur le risque et éviterait les doubles emplois. En particulier, les RSOO ont la capacité de jouer un rôle important dans l'appui à l'OACI pour la mise en œuvre de la méthode de surveillance continue, plus fréquemment, dans les États membres. À l'avenir, les RSOO pourraient aussi réaliser les missions dévolues à l'USOAP pour le compte de l'OACI. Évidemment, pour y parvenir il faut des mécanismes appropriés pour assurer la qualité et la fiabilité des résultats de ces activités et mettre en place une surveillance efficace. À cet effet, il faut davantage élaborer le paragraphe 4.5.2 du Doc 9735 (sur les rôles et responsabilités des RSOO). Il doit aussi définir les rôles et les responsabilités des partenaires et des experts de la sécurité.

2.2.3 Un expert désigné est une personne qui n'est pas membre du personnel du Secrétariat de l'OACI. Elle a les qualifications et l'expérience adéquates, est libre de tout de conflit d'intérêts et capable de réaliser certaines tâches pour le compte de l'OACI, de manière ponctuelle. Un expert désigné peut apporter la flexibilité nécessaire dans la réalisation des activités ciblées de la CMA et aider l'OACI dans leur mise en œuvre.

2.2.4 La proposition de faire davantage recours à des partenaires et des experts désignés de la sécurité doit être harmonisée avec les travaux en cours de l'OACI sur le Système mondial de supervision de la sécurité de l'aviation (GASOS).

2.3 Amélioration des outils et des processus de l'USOAP

2.3.1 Pour améliorer l'efficacité et l'efficience de l'USOAP et soutenir toutes les parties prenantes dans leurs activités quotidiennes dans le cadre de l'USOAP-CMA, les recommandations et les observations du GEUSR doivent être mises en œuvre en priorité⁷.

2.4 Profil de risque de sécurité de l'État

2.4.1 Tel que décrit aux sections 3.5 et 3.6 du Doc 9735, le profil de risque de sécurité de l'État devrait servir de base pour l'établissement des priorités des activités de la CMA. Il peut aussi fournir de précieux renseignements pour la programmation des mesures d'assistance de l'OACI, des États, des RSOO et d'autres parties prenantes. Certains éléments du profil de risque de sécurité de l'État sont disponibles sur la plateforme iSTARS. Toutefois, il manque un aperçu global des profils de sécurité des États. Se fonder uniquement sur le score EI d'un État ne suffit pas et peut être trompeur – le profil de risque de sécurité global est indispensable.

⁶ Note C-WP/14731 du Conseil de l'OACI.

⁷ Note C-WP/14757.

2.4.2 Par conséquent, il est recommandé à l'OACI d'élaborer des mesures pour partager les profils de risque de sécurité des États les plus récents avec tous les États et les RSOO, en toute transparence. Ces mesures doivent également avoir un lien évident avec la planification des activités de la CMA.

2.5 Évaluation des programmes nationaux de sécurité

2.5.1 L'évaluation des PNS sera introduite par l'OACI en 2020. Elle offre l'occasion de mettre à l'épreuve les propositions et les recommandations formulées dans la présente note de travail, et de développer davantage les relations entre l'OACI et les partenaires de la sécurité, permettant ainsi l'interchangeabilité des évaluations entre l'OACI et les partenaires de sécurité.

3. CONCLUSION

3.1 Pour améliorer l'efficacité et l'effectivité de l'USOAP, et renforcer davantage la robustesse et la cohérence de l'évaluation des États, la Conférence est invitée à accepter les recommandations suivantes :

Il est recommandé à l'OACI :

- a) d'affecter les ressources adéquates pour assurer que la surveillance continue des États reste pertinente et à jour ;
- b) de mettre en œuvre en priorité les recommandations et les observations du Groupe d'experts chargé de l'examen structuré du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité – Méthode de surveillance continue (USOAP CMA) (GEUSR) ;
- c) d'étendre l'éventail des activités qu'elle peut déléguer à un partenaire de la sécurité, notamment les audits partiels ou complets, et établir un cadre transparent pour l'accréditation des partenaires de la sécurité et, si possible, leurs programmes de surveillance, et des experts désignés conformément aux travaux sur le Système mondial de supervision de la sécurité de l'aviation (GASOS) ;
- d) de profiter de l'occasion offerte par l'imminent programme d'évaluation de la sécurité de l'État pour mettre à l'épreuve la recommandation c) ci-dessus, en tant que cas pilote ;
- e) de mettre à la disposition de tous les États, des organisations régionales de supervision de la sécurité (RSOO) et des partenaires de la sécurité, les profils de risque de sécurité des États, de manière transparente, montrant un lien évident avec la planification des activités de la CMA.